

Carabiniers du Chili

Année de création : 1903

Ministère de rattachement : ministère de l'intérieur

Statut du dirigeant : militaire

Adresse du siège ou de l'état-major central Avenida Bulnes 8 - SANTIAGO DU CHILI

Site web : www.carabineros.cl



Histoire de l'Institution



Les premières unités de gendarmerie apparaissent au Chili dans les années 1880. En 1903, un premier corps de « carabiniers », intégré à l'armée chilienne, est formé pour rétablir l'ordre dans la région de l'Auracanie. Le décret-loi du 27 avril 1927 du président Carlos Ibañez del Campo fusionne ce corps avec les deux polices civiles (la police municipale et la police fiscale) afin de former une seule institution sous l'autorité du ministre de l'Intérieur : « les Carabiniers du Chili ».

En 1929, son insigne officiel est adopté. Dix ans plus tard, une académie des sciences policières, l'*Academia de Ciencias Policiales* (ACIPOL) est inaugurée pour former le personnel en matière judiciaire.

En 1960, l'institution se dote d'un service de l'air. En 1960, le recrutement se féminise. En 1973, les carabiniers commandés par le général César Mendoza Duran se rangent du côté de l'armée lors du coup d'État.

De 1973 à 1990, durant le régime militaire d'Augusto Pinochet, le commandant des carabiniers est un membre officiel du Gouvernement de la junte militaire et il dispose d'un service de renseignement et de sécurité, la *Dirección de Comunicaciones de Carabineros* (DICOMCAR), dissoute après 1985.

Le décret du 9 septembre 1974 place les carabiniers sous la tutelle du ministère de la Défense. La nouvelle constitution de 1980 octroie aux carabiniers du Chili et à la police d'investigation chilienne « la qualité d'unique force de l'ordre et de sécurité du pays ». Rattaché au ministère de la Défense nationale, partie intégrante de l'armée chilienne, le corps voit son service passer sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique à partir de 2011.



Organisation

Par un décret en date du 9 septembre 1974, les carabineros ont été placés sous l'autorité du ministère de la Défense, sous la tutelle d'un sous-secrétaire aux carabineros. Cependant, depuis 2011, l'institution est mise pour emploi auprès du ministère de l'Intérieur pour ce qui concerne les missions de sécurité publique générale et de maintien de l'ordre (dans la pratique, l'ensemble de l'activité).

Administration centrale

De la direction générale dépendent la sous-direction générale et les services composant l'inspection générale et le cabinet du général directeur qui comprend les départements des communications internes, des relations publiques et des relations internationales.

La sous-direction générale est composée de :

- 4 directions nationales : sécurité et ordre publics, personnel, logistique, renseignement policier ;
- de services techniques : la direction de planification et du développement, la direction des finances, la direction de la justice.

Organisation territoriale

- 14 *zonas* toutes commandées par un général (12 régions administratives et la région métropolitaine de Santiago divisée en 2 zones, Est et Ouest).
- 34 *prefecturas* (groupements), commandées par des colonels.
- 270 *comisarias* (compagnies de 70 à 150 hommes), commandés par un chef d'escadron ou *subcomisarias* aux ordres d'un capitaine dont la zone de compétence est la commune.
- 222 *tenencias* aux ordres d'un lieutenant, à l'effectif de 15 policiers, implantés dans les zones peu peuplées. Échelon de commandement intermédiaire.
- 436 *retenes* (équivalent aux brigades) qui se composent d'un sous-officier et de 6 à 8 hommes.
- 31 *avanzadas* qui sont en fait des postes provisoires mis en place en fonction des saisons, essentiellement en zone frontalière dans la Cordillère pour contrôler l'accès des sentiers libres de neige et lutter contre le trafic de drogue, la contrebande et l'immigration irrégulière.

Sur Santiago existent 5 préfectures spécialisées : forces spéciales (équivalent aux CRS ou à la gendarmerie mobile), circulation routière, radio-patrouilles, mineurs et espace aérien.

Formations spécialisées

- Laboratoire de police technique et scientifique, appelé *Laboratorio de Criminalística* (LABOCAR).
- Groupe des opérations de police spéciales, appelé *Grupo de Operaciones Policiales Especiales* (GOPE) ou O S 6 (équivalent au GIGN).
- Forces spéciales (équivalent à la gendarmerie mobile) qui disposent d'un peloton de carabineros féminins spécialisé dans les manifestations « féminines ».
- Service spécialisé de lutte contre la drogue : O S 7.
- Service spécialisé de lutte contre la criminalité : O S 9.

- Unités équivalentes aux brigades de recherches françaises, appelées *Seccion de Investigaciones Policiales* (SIP), spécialisées dans le domaine judiciaire. Ces unités viennent renforcer les unités territoriales lorsque celles-ci se trouvent confrontées à un délit grave qu'elles ne peuvent traiter.
- Garde présidentielle et unité de protection du Parlement.
- Section d'enquête des accidents de circulation, appelée *Seccion de Investigacion de Accidentes en el Tránsito* (SIAT).
- Unités de sécurité des autoroutes : 24 *tenencias* réparties du nord au sud.

Missions

- Prévention (présence, défense, création des conditions d'une paix intérieure durable).
- Contrôle de l'ordre public : faire respecter la loi, restaurer l'ordre public et faire accomplir les ordres émanant des tribunaux.
- Éducation : faire connaître les lois de la République et faire connaître les dangers.
- Service : Informer la communauté sur une situation spéciale, un état des chemins, etc.
- Solidarité sociale : au bénéfice des victimes de catastrophes et de délits.
- Intégration nationale : veiller à la défense des frontières et apporter des services dans différents lieux éloignés des centres urbains.
- Impact environnemental : aider à préserver l'environnement.

Ressources humaines

Effectifs globaux

L'institution comprend actuellement près de 45 000 effectifs dont environ 4 000 officiers et 12 % de femmes.

Actifs

Le personnel est classé en 4 catégories :

- les carabiniers ;
- les sous-officiers supérieurs et les sous-officiers subalternes ;
- les officiers, répartis en officiers généraux, officiers supérieurs, officiers chefs et officiers subalternes ;
- le personnel civil.

Organismes de formation

- L'académie de sciences policières, appelée *Academia de Ciencias Policiales* (ACIPOL) - Santiago du Chili - Site Web : www.acipol.cl
- L'école des carabiniers, fondée en 1908 et destinée à former les officiers. Elle est appelée *Escuela de Oficiales de Carabineros* - Santiago - Site Web : www.escuelacarabineros.cl
- L'école des sous-officiers de carabiniers, appelée *Escuela De Suboficiales De Carabineros De Chile* (ESUCAR) - École « Suboficial Mayor Fabriciano Gonzalez Urzua » de Carabiniers du Chili - Macul, Santiago - Site Web : www.esucar.cl

Capacités particulières :

- Aéronautiques

Hélicoptères Augusta Westland AW 109, Bell 206, Eurocopter EC 135, Eurocopter BO 105, MBB/Kawasaki BK 117 -



Avions Cessna 182, Cessna 206, Cessna 208, Cessna 210, Cessna Citation, Piper PA-31 Navajo.

- **Armement** : les carabiniers ont remplacé récemment leurs Ruger P90 par des SIG P220. Un nombre croissant privilégie aussi le Glock 17 autrichien, alors que la plupart des forces de police utilisent le revolver chilien FAMAE ou le modèle brésilien Taurus 82.



Liens avec la gendarmerie française

Coopération

Les Carabiniers du Chili sont, depuis octobre 2005, membres associés de la FIEP, association qui regroupe les forces de police à statut militaire de l'espace euro-méditerranéen.

Un officier des Carabiniers chilien est affecté à l'ambassade du Chili à Paris, en tant qu'attaché de gendarmerie.

La coopération s'oriente sur deux thématiques principales, avec le GOPE (Groupe des opérations Spéciales) :

- une formation sur le contre-terrorisme aérien en 2013 ;
- une formation des maîtres de chien du GOPE pour la recherche d'explosifs en 2014 ;
- la participation aux stages organisés avec le CIFAD sur la lutte antidrogue.

